

## PLAIDOYER INTERNATIONAL

*Rapport annuel des activités 2023*

### Stratégie générale du Réseau 2023-2027

Dynamo International – Street Workers Network a pour objective de réduire, de manière structurelle et durable, les inégalités rencontrées par les personnes en situations d'exclusion sociale, en particulier celles des populations en situation de rue, à travers les respect et la défense des droit humains.

#### AXES DE TRAVAIL :

- NETWORKING
- **PLAIDOYER**
- DEVELOPPEMENT DES CAPACITES
- PROGRAMMES DE COOPERATION INTERNATIONALE

**La stratégie Générale du Réseau** a été présentée au Centre National de Coopération au Développement (CNCD) en février 2023.

**L'axe de travail 'Networking'** est partiellement financée par les fonds de l'[Opération 11.11.11](#), organisée annuellement par le [CNCD](#) et assistée par les membres de l'équipe de Dynamo International ainsi que par son Conseil d'Administration.



**L'action de plaidoyer de Dynamo International** ne peut s'articuler de manière cohérente et efficace qu'à travers le **développement et la consolidation d'alliances stratégiques** avec des organisations et des acteurs et actrices de la société civile partageant les mêmes priorités en termes d'interpellation auprès des autorités politiques.



- *Observation Générale N°21 sur la Convention des Droits de l'Enfant des Nations Unies - Alliance avec le Consortium for Street Children (CSC)*



**L'Observation Générale N°21 sur les droits des enfants en situations de rue** des Nations Unies complètent sur un plan légal et au plus haut niveau, la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. En collaboration avec le Consortium for Street Children, DISWN a organisé une consultation auprès de ses membres et contribué de façon écrite pour l'orientation de l'Observation Générale.

Actuellement, il s'agit de veiller à son application et ce en étroite collaboration avec le Consortium for Street Children, spécialisé dans la veille politique des enfants en situations de rue. En 2023, le Consortium for Street Children a effectué une enquête auprès de ses membres par rapport à l'OG N°21, sa compréhension et utilisation comme outil de plaidoyer.

Dynamo International a diffusé cette enquête auprès de ses membres, analysé les réponses qui ont été intégrées aux résultats de l'enquête du CSC. Nous envisageons de continuer le travail sur cette thématique avec le CSC.

[Global Network Defending Street Children's Rights - CSC](#)



➤ **Forum UE-LAC : société civile de l'Union Européenne, Amérique Latine et Caraïbes**



➤ EU-LAC Forum: civil society in the European Union, Latin America and the Caribbean. 13-14 July 2023.

Dans le cadre du Forum UE-LAC (13 et 14 juillet), Dynamo International, DEI et Tejiendo Redes Por la Infancia, partenaires du Consortium CCYEP, ont coorganisé une table de conversation et un panel autour d'enjeux centraux pour la participation effective et centrale des enfants et des jeunes sur : la question de la citoyenneté numérique et sur l'importance d'une éducation formelle et non-formelle, accessible, inclusive et de qualité. S'attaquer à ces questions depuis une approche en droits humains est, plus que jamais, fondamental pour combler les inégalités causées par la fracture numérique.

Cet évènement a été organisé dans le cadre des journées 'EU-LAC', parallèlement au troisième Sommet EU-CELAC (17 et 18 juillet 2023), réunissant les leaders de l'UE et de la Communauté des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes (CELAC) à Bruxelles.

Le Consortium pour l'émancipation et la participation des enfants et jeunes (#CCYEP) a tenu cette table ronde avec l'objectif de générer des recommandations aux Etats sur cette question, afin qu'elles puissent être tenues en compte dans leurs politiques publiques concernant l'enfance et la jeunesse.

**1. Table Ronde : "Participation et citoyenneté digitale des enfants et des jeunes dans l'Union Européenne et en Amérique Latine »**

Messages clés:

**Juan Martín Pérez García**, Coordinateur de Tejiendo Redes Infancia : « Nous vivons une période de connectivité accrue pour les enfants et les jeunes, ainsi qu'une transition générationnelle ». Il a souligné que les enfants sont hyperconnectés, en particulier dans les villes, et que les adultes vivent une tension générationnelle, ce qui explique pourquoi il est fondamental de travailler sur cette question dans l'optique des droits de l'homme. « **Un pont dans ce dialogue intergénérationnel pourrait et devrait être les droits de l'homme, en particulier les droits de la citoyenneté numérique** ».

**Virginia Murillo**, vice-présidente de DEI Amériques et présidente de Défense des enfants international, Costa Rica. **La participation des enfants « confronte les relations de pouvoir dans la famille et dans l'espace éducatif**, (...) dans lequel les adultes se sentent confrontés à la possibilité qu'un mineur qui a toujours été considéré dans cette relation verticale puisse commencer à penser de manière autonome (...) ce qui tend ces relations parce que l'adulte pense qu'il ou elle perd du pouvoir », c'est pourquoi elle a souligné qu'il est important de commencer à « **décoder cette relation verticale** ».



**Jon Etxeverria**, - Dynamo International - Street Workers Network. L'importance de la combinaison entre le numérique et le face-à-face dans les interactions que les filles et les garçons réalisent : « (...) d'une certaine manière, le pouvoir de la participation numérique peut nous aider à participer au territoire ».

**Sara Fratti** - Fundación Avina - INDELA (Mexique), a souligné l'importance de construire de meilleurs avenir numériques et de comprendre la manière dont les enfants et les jeunes peuvent réellement jouer un rôle de premier plan, ainsi que de créer un environnement favorable pour que ces générations puissent le faire.

**Angie Contreras** -Cultivando Género (Aguascalientes, Mexique) a estimé que le contexte influence la relation entre les jeunes et la citoyenneté numérique : « Si nous continuons à considérer l'accès à la technologie et à l'internet comme un privilège et non comme un droit, alors nous sommes limités en termes de participation. Comment pouvons-nous commencer à construire la participation et la citoyenneté numérique si les enfants et les adolescents n'y ont pas accès ? ».

Vidéo (en espagnol) : <https://www.facebook.com/OllinTv/videos/1422388708583224>

## 2. Panel : « Éducation et développement des compétences. Collaboration bi régionale pour démocratiser l'utilisation de la technologie et parvenir à l'égalité et à l'éducation inclusive ».

Principales déclarations :

**Juan Martin Perez** coordinateur régional de Tejiendo Redes Infancia : « Cette réunion reflète la **révision urgente de la relation UE-Amérique latine** (...) en une relation **basée sur (...) les Objectifs de développement durable (ODD), les droits de l'homme** et d'autres composantes normatives du cadre international. »

**Jon Etxeverria** de Dynamo International-Street Workers Networks : il est essentiel que les filles, les garçons et les jeunes puissent « re-signifier la réalité, en garantissant des expériences collectives significatives, liées à la présence, au corps, au collectif ». En ce qui concerne la participation : « (...) pour cela, nous devons créer les contextes qui le permettent, nous devons consacrer du temps, des efforts et des ressources ».

**Virginia Murillo**, de Défense des enfants international, Costa Rica : le contexte dans lequel vivent les enfants et des conditions telles que la pauvreté, le crime organisé et le trafic de drogue, les modèles patriarcaux, entre autres facteurs, ont un impact important sur l'éducation des enfants. Il a également souligné l'importance de **défendre l'éducation face à face**, qui a été violée en raison du contexte de la pandémie, ce qui a entraîné l'exclusion de ceux qui n'avaient pas accès à la technologie pour continuer à suivre leurs cours.

Enfin, **Juan Martín Pérez** a finalement souligné le **risque que le système éducatif continue à être un moyen de maintenir les écarts d'inégalité** et de reproduire les inégalités, « sans aucun doute, le monde numérique et la citoyenneté numérique courent ce grand risque d'être un élément d'exclusion de plus où nous parlons de connectivité, de la qualité de la connectivité ou de la prédominance des intérêts commerciaux sur les principes essentiels de l'éducation ».



➤ **Avancer l'agenda des droits sociaux en Europe : Comité d'Action pour le Droits Sociaux – Conférence des OING - Conseil de l'Europe.**



Dynamo International est membre, avec statut consultatif, de la **Conférence des OING du Conseil de l'Europe**, organe consultatif qui représente la société civile auprès du Conseil. La mission du Conseil de l'Europe est de promouvoir les droits humains et la démocratie ainsi que de s'attaquer aux problèmes sociaux en cherchant des solutions. C'est donc un lieu stratégiquement important où Dynamo International peut relayer la parole de terrain des travailleurs sociaux et travailleuses sociales de rue et celle des populations les plus fragilisées.

**Dynamo International s'investit dans le 'Comité d'Action pour les Droits Sociaux' (CADS)** et participe aux réunions de coordination du Comité.

- [La société civile protège et fait progresser les droits socio-économiques en Europe. 20 juin 2023, Bruxelles](#)

Avec la participation de Dynamo International et de plusieurs acteurs du CADS.

Dans le cadre du travail actif de la Commission « Action pour les droits sociaux » au sein de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, et avec en toile de fond le Forum social de Porto (27 mai 2023), où le pilier européen des droits sociaux a été une fois de plus placé en tête de l'agenda européen.

Les intervenant.e.s\* ont mené des discussions sur la conception, le suivi et la mise en œuvre d'outils, d'alertes précoces, de réponses et d'engagement avec la société civile et d'autres parties prenantes, lorsqu'il s'agit de protéger et de faire progresser les droits socio-économiques des personnes en Europe. À cette occasion, le tout nouveau Social Rights Tracker a été présenté.



L'outil de suivi des droits sociaux (Social Rights Tracker) est une **plateforme en ligne sécurisée qui permet de surveiller, de suivre et de renforcer les droits socio-économiques** dans les États membres du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. Conscient que le Tracker et le travail sur la Charte sociale doivent également être présentés et discutés avec le public bruxellois, le Comité permanent a demandé au Comité « Action pour les droits sociaux » de faire le point sur la protection et l'avancement des droits socio-économiques de toutes les personnes en Europe.

Il est de la plus haute importance de continuer à donner une plus grande visibilité aux droits sociaux et de renforcer l'évaluation des normes sociales, ainsi que la convergence sociale vers le haut, dans le cadre d'une gouvernance socio-économique durable.

\* Anna Rurka (présidente de la commission « Action pour les droits sociaux »), Anna Diaz (stagiaire du Social Rights Tracker), ainsi que Giada Negri (coordinatrice de la recherche et du plaidoyer, Forum civique européen), Amaya Ubada (secrétaire du comité gouvernemental sur la Charte sociale européenne au Conseil de l'Europe), et Simona Ogenovska (conseillère en recherche et en suivi (Centre européen pour le droit des organisations à but non lucratif).



Les interventions\* ont porté sur l'expertise et l'expérience des personnes, des citoyens, des organisations de la société civile, des syndicats et des autres parties prenantes, à différents niveaux, en ce qui concerne l'accès aux droits socio-économiques. Les échanges ont également porté sur les lacunes et sur ce qu'il reste à faire, en termes de plaidoyer et d'actions, pour garantir que les personnes de tous horizons puissent jouir de leurs droits socio-économiques aussi pleinement que possible. L'intervention de Dynamo International s'est concentrée sur le rôle des travailleurs sociaux en tant que défenseurs des droits de l'homme des personnes bénéficiant d'une aide.



A Porto, des membres portugais du Réseau, présents dans le public, ont rappelé la question, souvent omise, **des causes structurelles de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et du rôle que les politiques publiques ont dans la perpétuation d'un modèle qui reproduit les inégalités.**

\*Brikena Xhomaqi (directeur de la plate-forme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie), Haydn Hammersley (responsable politique au Forum européen des personnes handicapées), Francesco Ferrando (travailleur social de rue à Dynamo International) et Giovanni Casale (conseiller politique à la Confédération européenne des syndicats).

[Action pour les droits sociaux - Conférence des OING \(coe.int\)](#)

[Homepage - Social Rights Tracker](#)

[Fórum Social Porto \(forumsocialporto.gov.pt\)](#)



➤ **Alliance européenne 'Investing in Children' : suivi de l'application de la Garantie Enfant (Child Guarantee)**



Dynamo International fait partie de l'Alliance européenne « Investir dans les enfants » depuis sa création en 2013, composée actuellement de plus de trente membres (réseaux et ONGs) ayant pour but d'implémenter la recommandation de la Commission Européenne définissant en 2021 une '**Garantie Enfant Européenne**'.

**L'objectif est d'encourager les états membres à adopter des politiques et des mesures pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des enfants en garantissant l'accès effectif à une série de droits et services :**

- **Le droit à des soins de santé gratuits pour la petite enfance**
- **Le droit à une éducation gratuite comprenant des activités et au moins un repas sain par jour à l'école**
- **Le droit à une alimentation saine**
- **Le droit à des conditions de logement dignes**

En 2023, l'Alliance a produit plusieurs déclarations par rapport à la Garantie Enfant et notamment :

- Une recommandation exigeant que les Etats Membres adoptent un Plan d'Action National.
- Un positionnement par rapport à la European Care Strategy et aux objectifs de Barcelone (éducation et soins pour la petite enfance) et à la proposition de recommandation portant sur des soins de longue durée de qualité et accessibles pour tous.
- Une proposition de révision des objectifs de Barcelone en vue de réduire de manière réelle les inégalités existantes parmi les états membres en matière d'éducation et soins pour la petite enfance.
- Un plaidoyer auprès du Parlement EU pour introduire un amendement dans le budget de l'Union Européenne (2021-2027) qui prévoit **une augmentation des ressources à allouer pour les objectifs de la Garantie Enfant**. Cette action s'est révélée efficace et l'amendement a été adopté.

[EU Alliance for Investing in Children \(alliance4investinginchildren.eu\)](https://alliance4investinginchildren.eu)



➤ **Participation à trois sessions du Dialogue Constructif avec l'Office contre la Drogue et le Crime des Nations Unies (UNODC).**



En septembre et octobre 2023, une délégation de membres du Réseau international, composée de Valbona Hystuna (personne ressource, Grèce), Joyce Kulevo et Abdulai Danaah (Ghana), et Lena Basu et Swati Chakraborty (Inde), a participé à trois sessions du Dialogue constructif de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime.

Les dialogues constructifs en 2023, sur le processus de révision de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC) et de ses protocoles, se sont déroulés dans un format hybride sur les thèmes et aux dates indiqués ci-dessous :

- Dialogue constructif sur l'assistance technique (13 septembre)
- Dialogues constructifs sur la coopération internationale (13 septembre)
- Dialogues constructifs sur la traite des personnes (4 octobre)
- Dialogues constructifs sur le trafic de migrants (9 octobre)

Les participants :

- organisations non gouvernementales
- représentants du secteur privé
- universitaires

**Objectifs** des dialogues constructifs :

- Informer les participants sur les développements et les résultats du processus d'examen.
- Recueillir les apports et les suggestions des participants, y compris leurs contributions sur les moyens d'améliorer la mise en œuvre de la Convention et des Protocoles y afférents.
- Coopérer avec les organisations non gouvernementales pour lutter contre la criminalité transnationale organisée et pour promouvoir et examiner l'application de la Convention et de ses protocoles, conformément au paragraphe 3 c) de l'article 32 de la Convention.

Dynamo International est à nouveau invité cette année à participer aux Dialogues constructifs conjoints dans un format hybride avec une participation en personne à Vienne - Autriche, et une participation en ligne.

#### Calendrier des dialogues constructifs - 2024

7 juin 2024 : Dialogue constructif conjoint suite au Groupe de travail d'experts gouvernementaux sur l'assistance technique et au Groupe de travail sur la coopération internationale.

10 juillet 2024 : Dialogue constructif suite au groupe de travail sur la traite des êtres humains.

15 juillet 2024 : Dialogue constructif suite au groupe de travail sur le trafic de migrants.





➤ **Activités de plaidoyer Durant le Groupe Pilote Européen de Dynamo International, Prague 16-18 octobre.**

česká asociace **streetwork.cz**

➤ Session stratégique de plaidoyer

*Contexte*

L'un des principaux objectifs du DISWN est d'aider à trouver des solutions durables aux problèmes sociétaux structurels qui affectent la vie des personnes les plus marginalisées.

Pour établir un échange fructueux entre le terrain (les travailleurs et travailleuses de rue européens) et le niveau de décision politique, il est essentiel d'avoir des sessions en présentiel comme celle qui s'est tenue à Prague. Mercredi matin, ce processus s'est déroulé grâce aux efforts des coordinateurs nationaux, soutenus par l'équipe technique du DISWN, pour fixer le cadre d'une stratégie commune de plaidoyer.

Conformément au plan d'action Noleby, la stratégie s'inscrit dans l'objectif d'autonomiser, de connecter et d'engager les jeunes en situation de vulnérabilité.

**1. Qu'est-ce que le plaidoyer pour nous ? Comment construire une stratégie de plaidoyer ? Discussion autour d'un modèle proposé.**

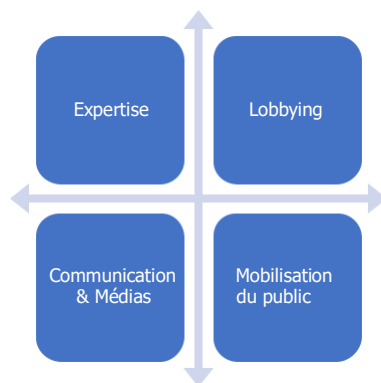
Conformément aux valeurs de notre Réseau, il a été explicitement reconnu que chaque membre du groupe, à la fois en tant que professionnel et en tant que représentant d'une plateforme nationale, possède déjà une expertise et des connaissances en matière de plaidoyer.

Le groupe a réfléchi autour du concept de plaidoyer. Des idées principales ont émergé :



La discussion a abouti à l'accord sur le fait que le plaidoyer porte sur *le changement (social) et la transformation* et comprend les étapes du processus.

Les activités de plaidoyer peuvent être divisées en quatre catégories principales :



Il existe évidemment une multitude de modèles pour définir une stratégie de plaidoyer. Le modèle suivant a été proposé au groupe et discuté : Il a été adopté comme modèle de référence pour l'élaboration de la stratégie commune.

Un tel modèle s'articule autour de **trois questions principales...**

- **Que voulez-vous** changer ?
- **Qui** a le pouvoir de réaliser un tel changement ?
- **Comment** (par quels modes/activités) allez-vous y parvenir ?

... et **six étapes** :



## 2. Définir le cadre d'une stratégie commune de plaidoyer.

Sujet choisi pour le plaidoyer :

Le travail social de rue visant les jeunes doit être reconnu en Europe, afin de renforcer la participation des jeunes, de répondre à leurs besoins et de leur permettre d'accéder à leurs droits.

Brainstorming sur les objectifs possibles :

Au niveau de l'UE

Objectif général : que l'Union européenne inclue les SBYW dans les politiques de travail social pour la jeunesse.

Objectif spécifique : être efficace pour mettre SBYW à l'ordre du jour des événements liés à la jeunesse pendant la présidence belge du semestre européen (janvier à juin 2024).

Au niveau national

Objectif général (Grèce) : fournir un meilleur soutien spécifique à des groupes cibles spécifiques par le biais du travail de rue (comme c'est le cas pour les réfugiés et les mineurs non accompagnés).

Objectif général (France) : renforcer la sensibilisation en tant qu'outil précieux dans le travail avec les jeunes en situation de vulnérabilité.

Objectif général (CZ) : Le travail social pour la jeunesse dans la rue devrait être impliqué dans les politiques de jeunesse.

Objectif spécifique (Portugal) : Augmenter le financement national du travail social pour la jeunesse dans la rue.

[Home - ČAS od ČASU \(casodcasu.cz\)](http://casodcasu.cz)



➤ Rencontre informelle avec Mme Jana Ticháčková, chef du Département de la Jeunesse, et Mme Zdenka Mašková, Fonctionnaire de l'unité « Jeunesse » du Ministère tchèque de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports.



*Cette discussion informelle, avec la présence d'une partie du groupe de participants\*, a été une bonne occasion de mettre en évidence plusieurs points d'attention au niveau national, soulevés par le CAS et d'informer sur le Réseau International des Travailleurs de Rue, ses activités actuelles et passées dans la région européenne.*

*\*Martina Zikmundová et Karolina Panušková (CAS), Francesco Ferrando (équipe technique DISWN), Sara Rodman (plateforme slovène), Ditmir Lita (plateforme albanaise), Helmut Steinkellner (DISWN, coordinateur de la région Europe), Jonas Agdur (KEKS).*

**Améliorer la coopération intersectorielle dans le domaine de la jeunesse :** même s'il est communément admis que la politique de la jeunesse doit être intégrée dans tous les domaines (éducation et formation, logement, travail, protection sociale, santé, culture, sport...) qui ont un impact sur la vie des jeunes, il reste encore beaucoup à faire en ce sens. Le Réseau international des travailleurs et travailleuses sociaux·ales de rue Dynamo soutient la revendication de l'Association tchèque du travail de rue de renforcer la coopération intersectorielle entre les administrations concernées (des ministères nationaux au niveau local) afin de répondre aux besoins et aux droits des jeunes, en particulier ceux qui sont en situation de vulnérabilité. Cette revendication reflète directement le diagnostic des travailleurs de rue de CAS dans l'accompagnement des jeunes dans leurs défis quotidiens : la fragmentation et la faible adaptation des services publics à la réalité et aux besoins des jeunes en situation de vulnérabilité font qu'il leur est difficile de surmonter les obstacles, de prendre le contrôle de leur vie tout en réalisant leur potentiel.

**La participation en tant que droit :** Mme Ticháčková a déclaré qu'elle et son unité s'engageaient à améliorer et à renforcer la participation effective de tous les jeunes dans la vie sociale et démocratique. Il s'agit non seulement d'une préoccupation partagée et croissante pour les travailleurs de rue en Europe et pour notre réseau, mais aussi d'un objectif qu'ils tentent d'atteindre à travers leur pratique. Au cours de cette réunion, nous avons souligné l'importance d'assurer des services de qualité à bas seuil grâce à des ressources et un soutien adéquats. Construire une société qui offre un espace de participation effective pour tous nécessite l'effort de toutes ses composantes. Les travailleurs de rue s'efforcent d'établir des relations de confiance avec les jeunes avec lesquels ils travaillent, souvent marginalisés et/ou privés de leurs droits. Ce type de travail prend du temps et sa valeur ne peut pas être mesurée à l'aide d'indicateurs classiques d'efficacité.

**Faire connaissance avec DISWN et le projet Noleby :** la réunion a également été l'occasion de présenter le réseau international des travailleurs et travailleuses sociaux·ales de rue Dynamo à Mme Ticháčková, avec un accent particulier sur le projet Noleby. Les participants ont pu exposer leur point de vue sur la situation dans leur propre pays. Ce fut l'occasion de mettre en valeur la coopération internationale comme un atout de notre Réseau et de renouveler notre disponibilité à coopérer avec les décideurs à différents niveaux (local, national, international) pour construire des solutions durables pour bâtir une société plus égalitaire et plus juste.

[MŠMT ČR \(msmt.cz\)](http://msmt.cz)

